

Le cri de la terre au Sud-Kivu

EDITH DEVEL

Membre des assemblées générales de deux ASBL « sœurs », Entraide et Fraternité et la Commission Justice et Paix (CJP), c'est avec plaisir que le SeGEC propose de donner un écho à la dernière étude de la CJP, rédigée par Laure Didier. Elle est le fruit d'une enquête commune menée lors d'un voyage au Sud-Kivu en juin 2023 destinée à préparer la campagne « Carême 2024 » d'Entraide et Fraternité.

P rincipal moteur de croissance du pays, les ressources naturelles du sous-sol sont abondantes en RDC. Deuxième réserve mondiale de cuivre et la première de cobalt, au total, une douzaine de minerais est exploitée...source de nombreuses convoitises. Le secteur agricole est également un grand pourvoyeur d'emplois.

Au Sud-Kivu, deux formes d'extractions

Le secteur minier industriel « occupe les plus belles parcelles, crée peu d'emplois directs, échappe en grande partie au système de taxation et permet peu d'activités économiques locales directes et indirectes ». Ses retombées positives sont très limitées : « [...] un enrichissement de l'élite étatique, des sociétés à capitaux étrangers et, indirectement, nous en tant que consommateurs dépendants des métaux ».

L'artisanat minier est nécessaire pour les communautés car générateur de revenus directs et indirects. À ce titre, il reste un pilier de l'économie de la province.

Les deux activités extractives cohabitent légalement mais sont incomparables en termes de volumes extraits et de potentiel d'enrichissement pour les acteurs concernés.

La collaboration sino-congolaise

Au Sud-Kivu, on cherche encore les traces de l'amélioration des conditions de vie de la population devant découler de la présence des entreprises à capitaux chinois dans la région. Les infrastructures promises en contrepartie des exportations de minerais vers la Chine sont loin d'être réalisées. Pire, les « routes » n'en sont pas, n'en sont plus. Il s'agit surtout « de larges chemins de terre parsemés d'ornières » creusées par d'énormes camions industriels pour le transport de marchandises.

Le paradoxe de l'agriculture

Une pression sur le foncier dû à l'activité minière, des terres moins rentables, des agriculteurs peu formés et mal outillés, des conflits internationaux...autant de causes conduisant au paradoxe d'une part, d'un sol à potentiel très fertile grâce au climat local et d'autre part, d'une population victime d'insécurité alimentaire.

Par ailleurs, « entre agriculture et mines, c'est un peu comme l'eau et le feu : l'un est là où l'autre n'est pas mais les populations locales ont besoin des deux pour vivre ». Avec une dimension cruciale : l'accès à l'eau rendu difficile car les deux secteurs en ont grandement besoin.

Crise multiforme : quelles solutions ?

« Chaque histoire des travailleurs et travailleuses rencontrés est à la fois individuelle et tristement commune. La visée est la survie, bien souvent à n'importe quel prix. »

Mais loin de s'arrêter à un constat sombre, Laure Didier poursuit l'étude avec 4 leviers d'action autour de la paix, la gouvernance, l'environnement et le socio-économique. « Il en va de notre responsabilité commune de transformer ce fil invisible taché de sang qui nous relie en chaîne de la solidarité par des solutions concrètes en RDC et en Europe. »

Cette étude ne laisse pas indifférent. Elle remue, émeut et questionne le lecteur. 60 pages pour ceux qui veulent en savoir plus sur un sujet complexe derrière lequel se cache sans conteste bien plus que des considérations purement économiques. ■



Laure Didier,

Le cri de la terre au Sud-Kivu

Justice & Paix,

60 pages - 10 €

En savoir plus ? Rendez-vous sur bit.ly/TerreduSudKivu

